



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU BUDGET,
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
SOUS-DIRECTION DU DROIT PRIVE ET DROIT PENAL

PARIS, LE 14 MAI 2010

BATIMENT CONDORCET
TELEDOC 331
6, RUE LOUISE WEISS
75703 PARIS CEDEX 13
TÉLÉCOPIE : 01 44 97 06 56

Affaire suivie par :
Jean-Paul BESSON
☎ : 01 44 97 03 40

Monsieur Roland AGRET
Président de l'association
Action-Justice
70, avenue Victor Hugo
26000 Valence

CAB N° 0781

Cher Monsieur,

Vous avez bien voulu me faire part de la douleur des époux Roger et Yvonne OGIER dont la fille, Armelle, est décédée le 2 août 1993 dans des circonstances particulièrement dramatiques.

Comme je m'y étais engagé lors de notre rencontre au cours du colloque organisé le 28 avril dernier à Beauvais sur le thème de l'erreur judiciaire, j'ai demandé à mes services de me faire parvenir ce dossier.

Après analyse, je suis en mesure de vous indiquer qu'à la suite de votre précédent courrier adressé à l'agent judiciaire du Trésor, celui-ci a renoncé à maintenir son appel à l'encontre de la décision du 13 novembre 2008 du tribunal de grande instance de Valence allouant aux époux OGIER une somme de 10 000 € chacun en raison d'une faute lourde de l'Etat pour avoir ordonné à tort la destruction de pièces à conviction.

C'est dans ces conditions que, par ordonnance du 8 septembre 2009, le conseiller de la mise en état de la 1^{ère} chambre civile de la Cour d'appel de Grenoble a constaté le désistement d'appel de l'agent judiciaire du Trésor.

Aussi, il n'y aura pas de nouvelle audience et les époux OGIER peuvent désormais obtenir les sommes qui leur ont été allouées.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs et vous demande de bien vouloir transmettre aux époux OGIER l'expression de ma sympathie attristée.

Bien à vous.

Le sous-directeur du droit privé et du droit pénal

Jean-Paul BESSON